



L'INFOLETTRE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

-FÉVRIER 2019-

Le **Mouvement Europe Écologie Les Verts** est composé de deux collèges : le **Parti politique** structuré de façon hiérarchique, et le **Réseau coopératif** structuré de façon horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre**, destinée aux **Coopératrices et Coopérateurs**, a pour objectif de présenter les actions passées et à venir.

Nos Infolettres font apparaître la **diversité des points de vue** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- **Bilan 2018 du Réseau coopératif EELV, et perspectives pour 2019.**
- **Paris, 26 et 27 janvier : un vrai moment de travail bien sympathique.**
- **Cher Président...**
- **Esprit du rond-point, ne sort pas de ce corps !**
- **« Effritement du salariat » et transformation de l'offre de consommation en France.**
- **Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !**

Bilan 2018 du Réseau coopératif EELV, et perspectives pour 2019

L'année 2018 a fait l'objet pour la Coopérative EELV de plusieurs actions menées en notre nom, dont un soutien à la lutte anti-Linky, sous forme d'un don à la commune de Bovel (35), et l'organisation de deux rencontres dans le cadre des **Assises de l'écologie et des solidarités**, sur le thème *Quel nouvel espace pour l'écologie politique ?*, à Strasbourg et à Paris. La Coopérative a été également motrice dans l'organisation d'une action à Gap (05) en soutien des « sept de Briançon », ayant passé la frontière, accompagnés de migrants. Nous avons aussi été très actifs dans l'organisation et le déroulement des **Assises de la transition écologique et citoyenne** qui se sont tenues à Nice du 29 octobre au 2 décembre.

Cette année 2018 fut également marquée par la montée en influence progressive de la notion de « coopérative en politique » à travers trois vecteurs d'influence que sont : le **Groupe de pilotage des Assises et de l'écologie** ; l'**Agora** du Mouvement EELV ; et le **Collectif pour des alternatives aux politiques compétitives**, animé par le philosophe Patrick Viveret. Nous sommes de ce fait mieux reconnu.e.s par les élu.e.s du Parti EELV au sein de leurs instances que sont leurs Conseil fédéral et Bureau exécutif. Le futur congrès d'EELV sera l'occasion de voir si les partisans d'une vraie complémentarité entre les deux collèges du Mouvement EELV seront majoritaires dans les instances du parti EELV.

Concernant les perspectives pour l'année 2019, celle-ci a débuté par la deuxième rencontre annuelle nationale de la Coopérative EELV, qui a eu lieu à Paris les 26 et 27 janvier. Elle nous a permis de réfléchir sur notre devenir pour les cinq prochaines années.

L'année 2019 sera marquée, d'une part, par le congrès d'EELV en novembre, qui devrait décider d'une nouvelle orientation politique du Mouvement EELV pour les trois années à venir, et, d'autre part, par la fin du processus des **Assises de l'écologie et des solidarités** qui devrait déboucher sur la création d'un nouvel espace de l'écologie politique en France. Pour ces deux événements, nous nous positionnons comme force de propositions, issues des scénarios pour notre avenir que nous avons élaborés lors de notre rencontre annuelle.

L'Agora du Mouvement EELV, instance de coordination entre les deux collèges que sont le Réseau coopératif EELV et le Parti politique EELV, s'est réunie, dans la foulée de notre rencontre annuelle, le 2 février à Paris. Cela nous a permis de présenter aux représentants du Parti nos scénarios en complément de celui du Parti. L'Agora a souhaité, en conclusion de cette réunion, prendre une initiative pour retravailler ces différents scénarios, en y associant les animateurs du **Groupe de pilotage des assises de l'écologie et des solidarités** afin de rechercher une cohérence entre tous ces scénarios.

Si vous voulez participer à cette recherche, envoyez un courriel à l'adresse nat-coop-comite-animation@listes.eelv.fr, et vous rejoindrez alors la liste de discussions du Comité national d'animation du Réseau coopératif, qui sera le lieu d'échanges avec les représentants du Réseau coopératif EELV dans un groupe de travail avec des représentants du Parti EELV.

Denis Guenneau,
Coopérateur EELV,
Île-de-France

Paris, 26 et 27 janvier : un vrai moment de travail bien sympathique.

Après l'expression de chacun sur les actions à mener par la Coopérative, il est apparu de toute évidence que c'était justement ces actions qui rendraient plus visible notre réseau.

Plusieurs actions ont été consenties (pas de vote, pas d'objection) pour mieux définir le Réseau coopératif :

- Mieux mettre en lumière notre éthique ;
- Favoriser la mise en place de la formation à la facilitation, en partenariat éventuellement avec l'université du Nous. L'objectif est de faire émerger des actions locales citoyennes. Il est remarqué que cette action est en phase avec les attentes d'une partie des gilets jaunes et des démarches des listes participatives qui commencent à se monter un peu partout en France pour les municipales de 2020 ;
- Profiter de ces actions de facilitation pour faire émerger des « maisons coopératives des citoyens et de l'écologie », le cadre de ces maisons étant sociétal, afin d'agir pour en faire un réseau.
- Porter une réflexion de *think tank* (groupe de réflexion et laboratoire d'idées) et s'en servir pour faire pression politiquement.
- Le plan A consiste à renforcer notre position dans le mouvement EELV, tout en changeant peut-être de nom. Ce renforcement passe, entre autres, par la présentation d'une motion au prochain Conseil fédéral.
- Il a été évoqué un plan B (partidaire) et un plan C (coopératif)
- Il va être testé la possibilité pour chaque région et chaque maison coopérative d'accéder à un blog dédié à chacune.

En ce qui concerne la préparation de l'Agora, il a été décidé de limiter le temps de discussion sur la présentation de Julien Bayou et de présenter dès le matin notre motion, celle-ci apportant des précisions sur les deux collèges existant à l'intérieur du mouvement et proposant de donner une place différente aux commissions thématiques. L'idée est de faire émerger des avis trans-commissions sur les sujets qui nous préoccupent (par exemple la mobilité, le nucléaire, etc.) de manière à avoir des positions exploitables politiquement. Actuellement, les positions des commissions sont souvent très techniques et faites plutôt en direction du travail des élus ou bien des positions « réactives », mais pas suffisamment pensées transversalement pour être utilisées en positionnement politique. Trois possibilités ont été évoquées pour « fédérer les commissions », une consistant à créer un troisième collège à l'intérieur du mouvement, ou bien à l'intérieur de l'Agora, la troisième proposition, moins « opérationnelle », étant d'en faire un pôle de ressources.

En conclusion, un super travail qui, dans ses conclusions, associe une vision concordante entre chaque coopérateur et la notion de réseau qui nous anime.

Christian Olive
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

Cher Président,

Je vous le dis très sincèrement : je vous trouve ambitieux dans les annonces mais mollassez dans l'action.

Votre affichage est impeccable. Premier prix du Défenseur de la planète, Premier progressiste et grand sauveur de l'Europe (Angela a jeté l'éponge !), second plus long Débateur populaire, talonnant Fidel Castro. Greta Thunberg, les milliers de jeunes scolaires belges, les marcheurs pour le climat, les requérants de « l'Affaire du siècle » contre le comportement climaticide de l'État français et les Gilets jaunes peuvent dormir tranquille :

vous avez pris la mesure de l'urgence, la transition écologique et sociale est en marche et les processus délibératifs vont s'installer !

Votre pratique est moins reluisante. Report des fermetures de réacteurs nucléaires ; allègement de la taxe carbone pour calmer la fronde sociale ; confirmation du maintien de quelques centrales à charbon ; annonce du renoncement à la fin du glyphosate avant trois ans ; révision à la baisse des objectifs de réduction de la consommation d'énergie pour 2030 et projet de réhabilitation du diesel pour les véhicules récents, en parfaite négation des orientations européennes.

Sur le terrain social, c'est « circulez, y a rien à voir ! » sur la taxation des gros salaires, comme sur le rétablissement de l'ISF. Quant à la démocratie, on quitte l'embourbement du RIC pour une désastreuse confusion chronologique entre un référendum sur l'organisation de l'État et l'élection de nos eurodéputés. Ah si, tout de même, je dois vous reconnaître de belles avancées dans le maniement du flashball et de la grenade de désencerclement.

À un tel degré, ce n'est plus la politique des « petits pas », c'est la grande régression généralisée. Devant de telles prouesses de cynisme politique, on se surprend à regretter la franchise d'un Nicolas Sarkozy avec son « *L'environnement ça commence à bien faire !* » de 2011 ou la touchante naïveté d'un François Hollande et de son « *Un ménage est riche à partir de 4000 euros par mois* » de 2012.

Faut-il y voir les limites politiques du « *En même temps* » et du « *Ni droite-ni gauche* » ? Ou plus simplement la marque de votre soumission au pouvoir des lobbies ? Cette grande force obscure de la construction automobile, de l'énergie ou de l'agrochimie qui siège confortablement au MEDEF et que vous aimez rencontrer. Notez d'ailleurs que, dans ce domaine, nous sommes à la remorque de l'Europe et de son registre de transparence : avez-vous accès à l'agenda des rendez-vous de vos ministres ?

Allez, comme mon sens de l'urgence climatique et sociale l'emporte aujourd'hui sur mon positionnement politique, je vous refile un conseil d'expert qui tient en trois toutes petites décisions bénéfiques à la transition énergétique et aux dépenses contraintes des ménages.

- 1) Vous soustrayez les investissements écologiques du calcul du déficit public ;
- 2) Vous affectez la totalité du produit de la taxe carbone aux collectivités territoriales ;
- 3) Vous complétez la décentralisation qui, depuis les lois Defferre de 1982-1983, n'a pas vraiment progressé ; la décision énergétique passera ainsi au niveau du bloc communal et dans les mains des coopératives, où elle est la plus efficace ; tant pis pour EDF et Engie.

Et alors pour la tenue de votre prochain Grand Débat, je vous suggère la commune de Prats-de-Mollo-la-Preste dans les Pyrénées orientales. On y prépare l'autonomie énergétique en 2021. Quand vous serez là-bas, ouvrez grand vos oreilles et, ensuite, accompagnez la diffusion du modèle partout où il est applicable. Pour que l'énergie propre et solidaire soit notre avenir.

Merci pour votre écoute, mon Président.

Patrick Salez
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

Esprit du rond-point, ne sort pas de ce corps !

Parfois il est nécessaire d'utiliser des termes « vieillots », ainsi comme « nids douillet » pour qualifier un habitat ayant une dimension chaude et humaine. Aujourd'hui, l'expression « être bien chez soi » a pris une dimension plus fonctionnelle.

Ce nid douillet et rassurant était l'œuvre des femmes portées par l'amour de la famille, de la tribu ; c'était un travail gratuit et invisible pour la société. Aujourd'hui, après avoir obtenu une reconnaissance de leur statut de travailleuse, c'est elles qui portent « l'esprit du rond-point » (pas le rond-point en tant que tel) ; c'est toujours elles qui manquent le plus de reconnaissance sociétale et qui sont toujours le plus souvent assujetties aux tâches qui faisaient partie de l'environnement « tribal » et qui sont aujourd'hui confisquées par l'industrie et la finance.

LE TRAVAIL GRATUIT ET SA MONÉTISATION.

Ce qui fait tenir les ronds points, ce ne sont pas les manifestations avec leur excès, c'est la présence forte de ces femmes, prolongement culturel de tout ce qui a fait que, bon gré mal gré, leur culture est issue de l'échange, l'entraide et la solidarité. C'est ce qui anime aujourd'hui l'implantation de l'esprit des ronds points et sa diversification dans des implications multiples, manifestation des femmes Gilets jaunes, volonté d'implications fortes dans les futures élections, pérennisation du « foyer » rond point dans d'autres lieux et d'autres structures, etc.

C'est ce qui explique que, dans la plupart des mouvements spontanés, exprimant un mal-être, on remarque actuellement une forte présence féminine et aussi la joie de retrouver ces élans d'échange, d'entraide et de solidarité.

Culturellement, les deux sont liés. Le monde féminin confiné encore il y a peu dans une émancipation refusée, lui bloquant tout accès à une identité sociétale, était l'expression d'un travail « coopératif » bienveillant et dédié, réalisant les travaux nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux de la cellule familiale ; cet engagement « laborieux » permettait ainsi la vie d'une tribu où l'échange, l'entraide et la solidarité étaient l'objectif.

Sans ce travail gratuit, le développement de l'ère industrielle n'aurait pu exister.

Que serait l'industrie sans cette activité invisible qui permet à des employés harassés après une journée exténuante de rentrer rejoindre le nid douillet de leur habitation ? Elle ne serait rien.

Sans ce nid douillet, fruit de ce travail ignoré, qui abrite ses enfants et où le travailleur reprend des forces, se reconforte, se cultive, se nourrit, l'employé ne pourrait pas assurer ses tâches pour son employeur.

Jusqu'à il y a peu, l'industrie n'avait rien contre ce travail gratuit tant qu'il n'y avait pas concurrence et qu'il apportait à ses employés un bien-être et une force de travail qui ne l'engageait pas.

Le mouvement d'émancipation des femmes, qui est la meilleure chose qui puisse arriver à toutes nos sociétés enfermées dans l'aveuglement de la ségrégation, s'est trouvé en phase avec la nécessaire et boulimique augmentation du volume du marché et son indice représentatif le PIB. Monétiser ce travail gratuit était une aubaine pour une industrie construisant sa force à partir d'une composante de plus en plus financiarisée.

On a donc à outrance additionné de la valeur ajoutée aux ingrédients de la nourriture avec l'industrialisation des plats

préparés. On a rendu nécessaire toute une industrie du service à la personne, on a rendu inaccessible la compréhension de son corps et de sa santé, et **fait disparaître toute velléité d'émancipation sociétale de l'ensemble des individus, hommes et femmes confondus**, en ne gardant que l'imagerie de la composante sociale admissible qu'est l'égalité homme-femme.

DIMINUER LES DÉPENSES CONTRAINTES, CRÉER UN NOUVEAU CADRE DE VIE.

Mais aujourd'hui nous sommes au bout du modèle, l'égalité homme-femme est dans les faits encore un graal et la monétisation à outrance de la vie laisse peu de choix à beaucoup en dehors des dépenses contraintes ; d'où ce sentiment de pauvreté qui touche une grande partie de la population.

Pourtant, reprendre la main n'est pas inaccessible. Si on ne peut pas augmenter facilement le pouvoir d'achat, il faut **diminuer les dépenses contraintes, désindustrialiser et « déservicer » notre vie, réapprendre et comprendre nos objets du quotidien** et, pour cela, il faut du temps pour se réapproprier le temps gratuit que nous avons laissé se monétiser, en évitant l'écueil inacceptable de « remettre les femmes à la maison »... La semaine de 24 ou 28 heures pour tous me semble la meilleure voie. Cette organisation de vie doit être une démarche individuelle, sans attendre, dans le contexte actuel, une nouvelle loi ou réorganisation du droit du travail. Cela n'empêche pas, en plus, de revendiquer un environnement légal et bienveillant pour une telle démarche d'adaptation du temps de travail.

Pour optimiser socialement ce temps retrouvé et le vivre au mieux dans toutes ses dimensions, il est nécessaire ensuite d'occuper son « nid douillet » dans un contexte qui favorise l'échange, le partage et la solidarité. **Décider d'habiter dans un habitat participatif**, c'est aussi un engagement personnel. La loi Alur reconnaît l'habitat participatif depuis 2014 en tant que « démarche citoyenne ».

<http://www.slate.fr/story/94095/habitat-participatif>. Plusieurs personnes se regroupent pour réfléchir à un projet immobilier en commun et autogéré. Ensemble, ils vont concevoir un lieu qui correspond à leurs besoins et à leurs principes de vie. Ils devront ensuite gérer et entretenir leur lieu de vie. Les participants peuvent établir des règles de gestion durable pour leur logement, que ce soit pour les méthodes et les matériaux de construction ou pour les dépenses d'énergie au quotidien. Ils peuvent ainsi opter pour le label « bâtiment basse consommation », des panneaux solaires, la réduction des déchets ou des moyens de locomotion écologiques. La mutualisation des espaces communs (jardins, salle polyvalente, chambres d'hôtes, etc.) permet de réduire l'empreinte écologique pour les surfaces habitables. Les habitants disposent de logements privatifs réellement adaptés à leurs besoins et à leurs envies. La mutualisation des services (garde d'enfants, entretien des locaux, bricolage, aide aux personnes dépendantes, etc.) favorise les échanges et permet de consommer autrement, grâce au jardin partagé, quand cela est possible. L'ensemble de ces partages, de ces échanges et de ces solidarités permet aux participants de démonétiser une partie de leur vie.

UN LIEU POUR FAIRE ÉMERGER LA PAROLE.

Le troisième volet est un volet d'optimisation sociétale de cette reprise en main. Il consiste à investir le champ de la commune

ou de la communauté de communes, en créant partout des « **maisons coopératives des citoyens et de l'écologie** » (MaCCE) ayant pour objectif de faire émerger la parole de chacun, de construire une organisation sociale basée sur des valeurs d'usage commun, de promouvoir des alternatives culturelles et politiques, par le biais de l'autogestion, et d'avoir une réflexion transversale pour la mise en œuvre d'une politique écologique. Cela peut être au minimum une pièce chez vous, comme le préconisait récemment un contributeur de l'infolettre de la Coopérative, ou aussi se faire attribuer voire investir des locaux appartenant à l'État ou à une collectivité. Il y a aussi des locaux non utilisés, des locaux vides. Beaucoup sont en attente de finalisation d'opérations. Pour les investir, cela peut se faire avec le soutien d'une pétition qui, par exemple, si elle a réuni 5% de signatures, peut faire l'objet d'un référendum local ou d'une occupation avec le soutien implicite de la population.

Christian Olive
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

« Effritement du salariat » et transformation de l'offre de consommation en France.

Si toute l'humanité vivait comme les Français, le jour de dépassement de la Terre aurait eu l'an dernier le 5 mai : il aurait fallu 2,8 Terre si le monde entier vivait comme les Français. <https://www.wwf.fr/jourdudepassement>. Et pourtant, à l'heure où il faudrait réduire notre empreinte carbone et notre empreinte écologique, et, donc, réduire notre consommation, nous sommes confrontés à une situation où de nombreux Français n'arrivent pas à « joindre les deux bouts ». Comment en sommes-nous arrivés là ?

UN TROP PLEIN D'OBJETS, DES LOGEMENTS TROP CHERS.

Ayant grandi dans une famille appartenant à la classe moyenne inférieure, j'ai été témoin de l'évolution de la consommation de telles familles. Je prends l'exemple des jouets : ceux offerts à ma fratrie, à ma fille, à mes petits enfants, avec comme sommet ce fameux Noël de 2006, où nous ne nous étions pas consultés et où ma petite fille de deux ans s'est retrouvée ensevelie sous une avalanche d'objets, en matières synthétiques pour la plupart. Un haut le cœur nous a tous saisis... Nous avons bien sûr rectifié le tir depuis, mais c'est dur, vous en conviendrez !

Venue habiter la Côte d'azur, j'ai été aux premières loges pour constater avec inquiétude l'envolée du coût de l'immobilier et donc du logement, ce, depuis les années 1990. Conséquence, se loger à Nice, par exemple, devenait de plus en plus difficile, rendant problématique le recrutement de petits fonctionnaires non originaires de la région.

Plus tard, m'étant installée dans un petit village de l'arrière pays, où sont présentes les différentes couches de la population (sauf les plus aisées), je me suis mise à observer le mode de consommation des gens (Quels cadeaux de Noël ? Quelles dépenses d'habillement pour les enfants ? Quelles dépenses pour la voiture ?). Et je me suis mise à feuilleter les catalogues distribués dans les boîtes-aux-lettres par les enseignes de la grande distribution et du « hard discount » : quels articles celles-ci s'efforçaient-elles de faire entrer dans le caddy de mes voisins ?

Et puis sont arrivés les Gilets jaunes. Les premiers m'ont évoqué les poujadistes, je l'avoue. Mais très vite sont apparues sur les ronds-points les femmes à la tête de familles monoparentales et

d'autres personnes vraiment en difficulté. Les chiffres sont tombés : 30% (en 2017) des dépenses des ménages sont « pré-engagées » (plutôt que « contraintes ») et l'on atteint 48% (chiffre de 2005) pour les 10% les plus pauvres et 87% pour leurs dépenses « incontournables » (soit en incluant alimentation, transport, santé et éducation).

<http://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/logement-modevie/depenses-contraintes-le-poids-du-logement.html>

QUASI-STAGNATION DES REVENUS.

Un heureux hasard m'a mis entre les mains le livre de Jean-Claude Daumas⁽¹⁾ sur l'histoire de la consommation en France. Dans la cinquième et dernière partie, « Consommer dans la France d'aujourd'hui », j'ai trouvé quelques clefs de compréhension que je vais partager avec vous. Il s'agit de choses que nous connaissons, mais, mises en parallèle, elles nous expliquent ce qui se passe et qui rend la vie si insupportable pour bon nombre de ménages français.

Ce que l'on appelle la « consommation de masse » s'est profondément transformé depuis la fin des Trente glorieuses. Au départ de tout cela, il y a ce que l'auteur nomme « l'effritement de la société salariale », caractérisé par une croissance annuelle du revenu moyen passée de 3,3% entre 1950 et 1983 à 0,9% entre 1984 et 2014. A cette relative stagnation du revenu s'est ajoutée l'accroissement du chômage et la généralisation de différentes formes de précarité, pendant que s'aggravaient les inégalités (la croissance du revenu des 50% les plus modestes a été de 0,9%, mais de seulement 0,8% pour les 40% du milieu de la distribution et 1,3% pour les 10% les plus aisés). Concrètement, cela voulait dire qu'il fallait, pour qu'un ouvrier puisse rattraper le niveau de consommation d'un cadre supérieur, 36 ans en 1975 et... 166 ans en 2013 ! D'où un sentiment de frustration permanente.

Alors, comment expliquer l'énorme gabegie, les tonnes d'objets inutiles, toujours plus nombreux, qui encombrant nos foyers et finissent, au mieux, dans nos décharges et incinérateurs, si ce n'est sur nos rivages et dans nos ravins ?

MARKETING AGRESSIF.

C'est que l'offre s'est transformée. Pour faire consommer des ménages dont les revenus stagnaient, les professionnels du marketing ont inventé la « consommation de masse personnalisée », au moyen d'une stratégie de différenciation et de renouvellement poussée à l'extrême. La différenciation, c'est vieux comme la société de consommation, mais là c'est encore plus fort. Par exemple, les constructeurs d'automobiles multiplient les motorisations, mais aussi les équipements et les types de carrosserie, réalisant ainsi une « production de masse en petites séries ». En même temps, on assiste à une « inflation des nouveautés » (par exemple, dans la confection, où prévaut la *fast fashion*) dans un contexte où 76 % des nouveautés ne survivent pas au-delà d'une année. Pour cela, on a mis au point le « sur-mesure de masse ».

Bien entendu, les technologies nouvelles ne sont pas en reste et se sont succédé depuis les années 1980 (magnétoscopes, consoles de jeu, téléphones mobiles, smartphones, objets connectés..., je vous laisse compléter la longue liste). Selon le cycle classique, ces biens se présentent d'abord comme objets de luxe avant que leur banalisation n'en fasse des biens indispensables...

Au passage, l'américanisation s'est poursuivie au travers des grandes enseignes (McDonald's, Starbucks, etc.) mais surtout

des grands groupes de l'Internet (les GAFAM), sans oublier l'expansion des plateformes dans l'hôtellerie (Airbnb...) et le transport urbain (Uber...).

Enfin, notons la poursuite de la marchandisation de nouveaux domaines comme le sport et la santé (clubs de sport, avec en complément, les indispensables chaussures, vêtements, objets connectés, etc.).

QUI CONSOMME QUOI ?

Comment cela a-t-il affecté le budget des ménages ? Par un « déplacement des inégalités ». C'est ainsi que, si les catégories favorisées (les cadres supérieurs en particulier) consomment plus que les catégories modestes (ouvriers et employés), c'est surtout la structure de leur consommation qui les distingue. Pour ne prendre qu'un exemple, en matière de « loisirs et culture », les ouvriers dépensent environ 8 % de leur budget, contre 12 % chez les cadres, mais ceux-ci consomment surtout 2,5 fois plus en valeur absolue pour ce poste. On observe une tendance analogue pour l'équipement de la maison.

Voilà pour ces deux points (l'évolution des revenus et de l'offre). L'auteur poursuit en évoquant « l'éclatement des classes moyennes », « la fragmentation des classes populaires », la « consommation de survie » des pauvres et il se pose la question de la réalité des « consommations alternatives »... A suivre, donc...

Cécile Hagnauer
Coopératrice EELV
Provence-Alpes-Côte d'Azur

⁽¹⁾ *La Révolution matérielle, Une histoire de la consommation, France XIXe-XXIe siècle*, FLAMMARION, 2018.

Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !

Pour cela, rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire : <https://soutenir.eelv.fr/formulaire-papier/> et de l'envoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de **AF-EELV**, au secrétariat de votre région : <http://eelv.fr/contact-en-region>.

Il est également possible de régler son adhésion (ou son don) en ligne, en se rendant sur la page : <https://soutenir.eelv.fr/cooperer/>.

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre don seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2019.

Le Comité d'animation du Réseau coopératif



Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse <http://coop.eelv.fr/category/infolettres/>

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)